

Une pensée pour la Tchécoslovaquie envahie le **15 mars 1939** par les troupes nazies après avoir été abandonnée à l'appétit territorial de Hitler lors des « accords de Munich » fin septembre 1939 ...

La « Fidélité »

La période du carnaval nous rappelle chaque année combien les Dunkerquois sont attachés à leurs racines et célèbrent leurs traditions. Ainsi : Jean Bart, Royer, Le Myneck, l'Islande et la « Petite Chapelle » font partie de leur héritage et, pour eux, ne sont pas de vains mots.

C'est pourquoi, nous souhaitons que, à l'avenir, nos élus municipaux y regardent à deux fois avant de débaptiser un édifice ou une rue comme ce fut le cas pour le Collège Michel De Swaen et le lycée Benjamin Morel, voire le boulevard de la République au bénéfice de tel ou tel personnage très éloigné de notre culture locale.

Rappelons la notoriété de Michel De Swaen (Dunkerque 1654 – 1707), contemporain de Jean Bart et authentique poète flamand, qu'il était essentiel de faire connaître aux jeunes Dunkerquois pour « leur faire découvrir l'Univers envoûtant de la poésie » comme l'écrit Monsieur le Maire dans Dunkerque-Magazine de mars 2012.

Souhaitons que les futures réalisations urbanistiques ... ou autres échappent aux figures imposées qui n'ont rien à voir avec l'histoire de notre ville.

« Je trouve indigne de vouloir que les autres soient de notre avis, le prosélytisme m'étonne » disait Paul VALERY.

C.A.

Contactez-nous  votre avis nous intéresse

CAP notre AVENIR capnotreavenir@live.fr
Association Loi 1901 capnotreavenir.blogg.org
06.85.85.77.29

Projet d'aménagement de la place Roger Salengro

 **ATTENTION - DANGER** 

Le « bunker » proposé par les architectes parisiens Rozé et Arostégui ne se fera pas. Et c'est tant mieux. L'hérésie était évidente, si proche de deux de nos rares monuments historiques.

Des protestations vives et argumentées avaient éclaté avec la présentation du projet initial. Assez pour faire reculer le maire, peu enclin à la chose.

Avec le début des travaux sur les canalisations, un autre projet est désormais annoncé. Un architecte Dunkerquois, Yannick Vandaële, associé aux promoteurs S3D et BECI, présentera prochainement ses propositions. Attendons de voir.

Pour autant...

La polémique persiste avec le maintien de la même offre de surface commerciale dans un quartier où de nombreuses cellules restent en déshérence ;

La polémique perdure avec la construction de logements supplémentaires dans notre ville, qui souffre d'hémorragie démographique, au risque de condamner les logements existants plus ou moins anciens à la désaffectation ;

La polémique résiste dans l'idée même d'une construction à cet endroit précis dont on devrait, dont on pourrait, conforter l'utilité et l'agrément d'une place ;

La polémique s'estompera peut-être avec une option architecturale respectueuse du style flamand joliment rétabli lors de la reconstruction autour du Beffroi.

D'autres idées pour la réhabilitation de ce site auraient pu, auraient dû, être soumises à un large débat...



Détruite en même temps que la majeure partie de la ville, une halle couverte occupait le site avant la guerre.

Une reconstitution aurait bien des avantages : maintenir par une construction transparente (verre et acier) l'effet visuel d'une place, accueillir une partie des marchés hebdomadaires ou des marchés thématiques (fleurs, poisson...) tout en pouvant intégrer en sous sol un **parking indispensable** dans ce quartier très commerçant ...

Les options sont nombreuses autour de cette idée, façon «pavillon Baltard» ou version résolument moderne ...



Regardons autour de nous

Comparons les variantes esthétiques adaptées à notre environnement ...

Une autre possibilité découle de cette notion de « place - poumon esthétique » : concilier espace vert et construction aérée. Nous parlons d'espace arboré et non pas de pitoyable micro-ridiculo-jardin «style Desvigne» tel qu'il a été implanté rue de l'Amiral Ronarch ou d'espèces végétales chétives parce que inadaptées à notre climat comme les palmiers.



△ L'arbre en ville, c'est possible !

△ Splendide ?

Nous pourrions développer d'autres suggestions, peu onéreuses, aussi simples, élégantes, également adaptées à notre démographie, à notre économie. Autant de preuves que nous pourrions donner de notre force de « contre propositions ».

Mais à quoi bon ?

La gestion de notre ville n'a malheureusement pas intégré le principe de la diversité. Un maire qui décide de tout pour tous, une majorité municipale de gauche plurielle intégrant des « écologistes » bien taiseux sur les considérations d'écologie urbaine, une minorité municipale composée de chantres de la dépense pharaonique (ah, le modem et son utopique tramway !), de mondains inexistantes. Et un Conseil Municipal, réduit au rôle d'une chambre d'enregistrement, ne permettant pas le débat.

La « politique de la ville » (pléonasmie) constitue, dans notre cité, un dictionnaire des aberrations, des arrogances oligarchiques, du mauvais goût, du maquillage...

Comme pour d'autres projets, la population n'a pas été préalablement consultée. Elle aussi est invitée à ne donner que son avis ... favorable !!!

Pierre LE BOEUF

Qu'est-ce qui justifie qu'il faille être copain avec un maire pour obtenir un emploi, un poste, un marché, un chantier, une commande, un logement ?

Balayeur, artisan, peintre, plombier ou architecte, il vaut mieux chez nous être du « bon bord ». La crainte de déplaire au pouvoir grandit année après année. J'en veux pour preuve ces bulletins blancs lors des élections aux primaires socialistes. Ne pas se faire repérer, ne pas se faire remarquer quand on est un employé municipal.

Il faut vivre ce glissement autoritaire dans cette atmosphère funeste pour ressentir cette peur à tous les niveaux de la société dunkerquoise.

Quand des décennies de gouvernance sans partage amène à l'attribution d'une Marianne d'or de la participation...

Tandis que les régions 21 socialistes sur 22 ont engagé 30 000 emplois administratifs en plus par an alors que l'Etat, par la règle du non-remplacement de un sur deux, en a supprimé 20 000 chaque année au dépend de métiers de terrain, police, justice, santé, éducation et au profit d'administratifs à l'heure où l'informatique permet de réduire ce type de travail.

On peut comprendre que le système socialiste veuille proposer des emplois fonctionnaires à la population qui souffre du chômage mais l'enfer des chômeurs est pavé de bonnes intentions. Qui pourtant a fait partout les preuves de sa nocivité et de sa faillite. Qu'a fait la Région pour la pêche, pour l'entreprise, pour tout ce qui crée des richesses ? Il faut de l'élan, du dynamisme, une liberté nécessaire à l'entreprise.

La république des petits arrangements et des clientèles, une pléthore d'employés municipaux toujours en expansion pris en otage et finalement une société piégée par le dogme de la dépense publique toujours en augmentation dans les villes, les départements, les régions. Jusqu'au premier édile qui se sert largement sans avoir créé de richesses, ni inventer, pour une rente de situation de 272 000 euros l'an (officiels).

De Gaulle parlait des copains et des coquins. Que des copains se cooptent par compétence n'est pas ce qui est discuté, mais, à tous les niveaux, il y a crime à occuper un poste sans en avoir les compétences.

Seulement la vérité ne sert à rien si elle est incapable de mettre un terme à quoi que ce soit.

Adieu l'hiver... Nous sommes désormais dans une saison de rêves !

Chaque candidat aux Présidentielles nous promet un retour de la croissance « sans laquelle il ne peut y avoir moins de chômage et plus de pouvoir d'achat » martèlent-ils unanimement... en oubliant toutefois que la croissance ne se décrète pas à coups de meetings et qu'elle ne se manifesterait, éventuellement, qu'après une période plus ou moins longue d'efforts et de privations dont ils taisent quasiment tous la nécessité, et surtout, ses applications pratiques, dans un pays où les besoins sont de plus en plus nombreux (vieillesse de la population et dépendance, notamment).

Les mots « restriction », « économie », « parcimonie » sont exclus du langage politique français. Les revers électoraux de MM. Mendès France ou de Raymond Barre sont ainsi justifiés.

Mais ces mots ont également disparu du paysage local. Ainsi, l'Insee prévoit une perte nette de 18 000 habitants dans l'agglomération dunkerquoise d'ici à 2020... après que celle-ci aura perdu 10 000 habitants ces 10 dernières années. Telle est la triste réalité. Mais comme il faut faire rêver, nos édiles ont décidé de nier l'évidence, de renforcer l'offre commerciale et de se lancer dans des réalisations coûteuses et stériles.

Ainsi, par exemple, le 11 juillet 2008, on vous présente l'exposition « Vision urbaine, vision d'avenir » en vue de créer, dans un rayon de 500 m de la place Jean-Bart, 1 000 nouveaux logements et 35 000 m² supplémentaires de commerces sur deux pôles, le site Théâtre-Médiathèque et le site Marine-Gare TGV. Trois ans plus tard, on ne parle plus de la gare mais nous sommes invités à rêver sur une nouvelle maquette avec une exposition dénommée « Projet urbain, projet d'avenir » de 400 logements et de 12 000 m² de commerces nouveaux.

Encore du rêve... qui pourrait tourner au cauchemar pour les commerçants indépendants puisque ces 12 000 m² sont ajoutés à ceux prévus dans le projet Salengro (1 200 m²) et à ceux prévus dans la zone du Noort Gracht (complexe de 60 000 m²) à côté de la nouvelle salle de 10 000 places dont Michel DELEBARRE disait, le 5 mars 2010 : « La grande salle de 10 000 places sera en fonctionnement en 2013 ». Pour ouvrir en 2013, il serait grand temps de donner le premier coup de pioche !!!

Mais quand le rêve devient réalité, le citoyen-contribuable peut frémir.

Voyez la rénovation de l'entrepôt des sucres au môle 1 pour 28 M€ (Voix du Nord du 11 octobre 2011) ou 34 M€ (supplément de l'Express début 2011), en attendant davantage...



Cette halle aux sucres est située à 200 m à vol d'oiseau du site SEVESO « Rubis Terminal Dépôt Unican ».

Le SPPI diffuse un guide d'informations où il délimite un périmètre minimum de protection qui est de 881 m, selon la recommandation de la DRIRE.

Or, nos responsables locaux – toujours soucieux en discours du bien être de leurs compatriotes – veulent y faire travailler :

- l'AGUR déjà logée dans les anciens bâtiments de la CUD,
- l'Ecole Supérieure des Cadres de la Fonction Publique Territoriale déjà logée aux anciennes Galeries, place de la République,
- et les services de l'urbanisme de la CUD déjà logés dans un bâtiment neuf au Quai de Goole.

Certains ont écrit pour s'en étonner et d'autres pour s'offusquer de cette opération de dissection d'un bâtiment ancien de la fin du 19^{ème} siècle. Mais l'opinion du citoyen, on s'en moque : voyez les protestations à propos de la rue Paul Bert et de la place Salengro.

Quant au contribuable – après la salle de 10.000 places – il devra également supporter directement ou indirectement (subventions) les frais de fonctionnement de cette nouvelle structure. Depuis 10 ans, tant à la Ville qu'à la CUD, on ne cesse de critiquer l'Etat dont les dotations aux Collectivités Locales seraient en baisse. Mais, demain, foi de candidats, cette époque sera révolue puisque, dit-on, il va pleuvoir des milliards ! Du rêve encore et toujours...

Oui, vraiment, le réveil sera très très dur !